

## INSERTIONS

S'adresser au bureau du journal de 8 heures du matin à 6 heures du soir

REDACON ET ADMINISTRATION

URUGUAY 26  
(imprimé Latina)

# UNION FRANCAISE

## PETIT JOURNAL DU MATIN

Année V Num. 1136-1016

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO—Vendredi 15 Février 1895

### Les études du port

S'il faut en croire ce qui s'est dit ces jours-ci la proposition d'une compagnie de travaux hydrauliques, sous la raison sociale de Luther et C<sup>ie</sup>, aurait été acceptée pour les travaux qu'impliquent les études du port de Montevideo, dans les conditions prévues par la loi de juillet dernier.

Il serait injurieux pour l'estimable ministre de Pomento, et pour le gouvernement dont il fait partie, de supposer qu'en acceptant la proposition Luther, ou toute autre, on ait pu songer un seul instant à éluder sans l'assentiment préalable du Pouvoir Législatif, telle ou telle des clauses qui accompagnent l'autorisation de crédit.

Nous devons supposer, par suite, qu'avant de traiter forme avec la maison Luther, ou toute autre, le gouvernement aura pris ses précautions pour être en mesure de donner à la direction des études les garanties de savoir et de conscience dont le Pouvoir Législatif a voulu que ces études fussent entourées.

On s'étonne toutefois que les choses étant aussi avancées et tant de mois s'étant écoulés, les noms des ingénieurs étrangers qui doivent intégrer la commission pour lui apporter le concours d'une expérience certaine, prouvée par leur participation notoire à de grands travaux de même sorte, restent encore inconnus.

La composition de la commission du port rend, du reste, cette intégration tout particulièrement indispensable. Quels que soient les mérites particuliers que nous nous plaisons à leur reconnaître, il ne semble pas qu'aucun des honorables membres de cette Commission puisse lui apporter autre chose que des vues théoriques et des trésors de bonne volonté.

Cette commission, pour agir avec sagesse et résoudre avec autorité, a besoin de lumières plus spéciales que celles qu'elle peut tirer d'architectes et de docteurs du mérite, accompagnés d'ingénieurs dont plusieurs n'ont que des titres discutés et dont aucun, peut-être, n'a pris part jamais à de grands travaux hydrauliques.

Ainsi composée, comment la commission pourrait-elle diriger ou contrôler utilement les travaux des entrepreneurs appelés à faire les études projetées?

Dans l'intérêt du pays et pour la réputation même du ministre et du gouvernement à qui échoit l'honneur de cette grande entreprise, il convient qu'on voie à la tête des travaux des hommes dont la science et la conscience défont toute critique et soient à l'abri de tout soupçon.

Les petits amours propres, les vanités chéti- ves, les calculs sordides doivent s'effacer devant les impérieuses exigences d'un suprême intérêt national.

## Question controversée

L'arrestation du sieur Mirall à bord du vapeur français «Uruguay», si irrégulière que nous persistons à la juger, n'est pas assurément un de ces faits à propos desquels il y ait lieu de s'échauffer.

On ne saurait prétendre qu'il y a eu, en effet, tant de la part du ministre d'Espagne que du côté du gouvernement oriental, intention quelconque de méconnaître une prérogative certaine et moins encore d'offenser un pavillon ami.

Des différences d'interprétations sur un point de droit international et sur l'exterritorialité des navires de commerce, et un excès d'empressement d'autre part suffisent à tout expliquer.

Il semble bien du reste que la question de droit doit rester controversée puisque un jurisconsulte aussi versé dans les questions de droit international que l'est M. Gonzalo Ramirez dit non, en s'appuyant sur des autorités fort respectables, alors que nous pourrions, pour notre part, en citer de non moins dignes d'être écoutées qui disent oui et qui peuvent se réclamer de lord Palmerston lui-même.

Un exemple récent, survenu dans les premiers mois de la guerre sino-japonaise, prouve d'autre part, que l'Angleterre, tout au moins, n'est pas disposée à changer de doctrine à ce sujet.

La question théorique, du reste, a beaucoup perdu ici, en fait, de son importance, du moment où le sieur Mirall, principal intéressé, a été délégué sans difficulté aux sommations de l'autorité orientale.

Du moment où il acceptait comme légitime la prise de corps exercée contre lui, sans invoquer, pour s'en exonérer, aucune immunité de circonstance et de lieu, le capitaine Laperdix a pu croire légitimement qu'il n'avait pas à se montrer plus catholique que le pape, ni plus récalcitrant que M. Mirall lui-même. L'accord des parties a pu faire loi.

Nous n'avons, du reste, aucun intérêt à envenimer une question qui, après avoir été débattue entre amis, a été réglée par la sagesse et la modération.

Nous tenons pour certain, d'autre part, que monsieur le ministre de France—que, le cas sub judice n'a pu prendre au dépourvu, aura fait sans retard pour la sauvegarde des prin-

pes et des convenances tout ce que les circonstances commandaient.

Mais le conflit théorique subsiste, et il ne serait pas sans intérêt de fixer par la voie diplomatique les règles précises qui doivent régir en pareilles circonstances.

L'avertissement préalable du la permission sollicitée, pour le transit par le territoire national d'un malfaiteur arrêté, qu'on a cru pouvoir alléguer à l'encontre de notre théorie, n'a rien de commun avec le cas qui nous occupe. Quand un gouvernement fait voyager un malfaiteur avéré, sur un territoire de juridiction étrangère, il est tout naturel qu'il en avise les maîtres de ce territoire pour que ceux-ci se précautionnent contre les dangers qu'une évasion pourrait leur faire courir.

Conclure d'un fait aussi simple, d'un acte de prévision aussi naturel, au droit d'arrêter en cours de route, l'escorte à bord n'interrompant pas le voyage de traversée—un individu qui s'abrite sous un pavillon dont la législation peut ne pas qualifier de la même façon que celle du pays qu'il a quitté ou du pays qu'il traverse, le fait délictueux qui lui est imputé, c'est abusé, croyons-nous, du droit de conclure en dehors des prémisses.

Les lignes ci-dessus étaient déjà imprimées quand nous avons reçu simultanément *La Razon* et *La España*, la première avec un entrefilet annonçant que M. Bourcier Saint Chalfay aurait, assure-t-on, présenté une réclamation; la seconde avec un article dirigé à l'UNION FRANÇAISE.

Nous ignorons ce qu'il y a de fondé dans la nouvelle donnée par *La Razon*.

Quant à l'article de notre distingué confrère espagnol, il ne saurait changer en rien notre conviction. Nous ne demandons pas du reste, et nous n'avons pas demandé qu'on prenne à la crinière le lion d'Espagne pour l'incident de l'arrestation du sieur Mirall. Mais, tout en pensant que la diplomatie française—de même que la diplomatie espagnole, du reste,—a en ce moment des tâches plus utiles, nous estimons qu'elle se serait manquée en quelque chose à elle-même si elle n'avait pas relevé amicalement ce qu'il y a eu d'incorrect, à notre humble avis, dans la procédure suivie.

### MENUS PROPOS

La grandissime Gazette, que le docteur Herrero n'a pas enfantée, mais qu'il a entretenue longtemps, après l'avoir pas mal houspillée jadis, se venge aujourd'hui de la première époque, en ne perdant aucune occasion de faire remarquer combien le gouvernement de son Prédécesseur.

Il y a beaucoup de malice,—croyez-le—dans les lignes suivantes:

«Pendant près de deux années (c'était pendant le règne de M. Herrera) la dette consolidée n'a pas pu s'élever au-dessus du type de 31 o/o, et c'est avec cette cotisation que commençait l'année 1891. A la mi-mars nous la trouvons à 31, et depuis l'élection de M. Borda l'augmentation n'a pas cessé d'aller de l'avant!...»

Julio n'a pas à envier les amis de Benito.

On annonce pour demain le départ pour le Brésil de M. le docteur Carlos de Castro, récemment nommé Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Orientale à Rio Janeiro.

Nous aimerions avoir ce que penso de cette nomination signée Estrazulas l'ex-ministre des Affaires Etrangères, docteur Herrero y Espinosa.

On nous assure qu'après avoir pris connaissance de l'édit de police prohibant les divertissements aquatiques qui sont ici de tradition pendant le carnaval, quelques collectivistes dévoués à la chose publique—il y en a—ont juré de se faire mettre tous à l'amende pour fournir à M. Abolla un moyen honnête de payer les dettes de sa préfecture et d'imposer silence à M. Salvagno et autres énergumènes.

Bravo!

## La crise présidentielle EN FRANCE

Nos lecteurs nous sauront gré certainement de leur donner les détails complets de la crise présidentielle qui, le mois dernier, a surpris la France et le monde tout entier.

Ce sont autant de documents, que tous ont intérêt à connaître et lire avec plaisir. La démission du président de la République, la suite d'un vote sur une question relative à son second mandat, a perdu subitement tout son intérêt par suite de la crise présidentielle, ab-

solument inattendu qui éclatait le lendemain soir.

Nous ne nous occuperons donc ici—pour aujourd'hui tout au moins—que de la démission de M. Casimir Périer et de l'élection de M. Félix Faure.

Nous relatons tous les détails intéressants sur ces deux événements politiques:

### La démission du président—Notes officielles

Le 15 janvier, à onze heures du soir, l'agence Havas communiqua aux journaux la note suivante:

M. le président de la République a pris la résolution de résigner ses fonctions. La séance et le vote d'hier ne sont à ses yeux qu'un incident secondaire. Une loi est engagée contre le régime parlementaire et contre les libertés publiques. Il avait espéré que la présidence de la République, dépourvue de moyens d'action et de contrôle, ne peut puiser que dans la confiance de la nation la force morale sans laquelle elle n'est rien. Ce n'est ni du bon sens, ni de la justice de la France que je doute, mais on a réussi à égarer l'opinion publique; plus de vingt années de luttes pour la même cause, plus de vingt années d'attachement à la République, de dévouement à la démocratie n'ont suffi ni à convaincre tous les républicains de la sincérité et de l'ardeur de ma foi politique, ni à désabuser des adversaires qui croient ou affectent de croire que je me ferais l'instrument de leurs passions et de leurs espérances.

Depuis six mois se poursuit une campagne de diffamation et d'injure contre l'armée, la magistrature, le Parlement, le chef irresponsable de l'Etat, et cette liberté de souffler les haines sociales continue à être appelée la liberté de penser. Le respect et l'ambition que j'ai pour mon pays ne me permettent pas d'admettre qu'on puisse insulter, chaque jour, les meilleurs serviteurs de la patrie et celui qui la représente aux yeux de l'étranger. Je ne me résigne pas à comparer le poids des responsabilités morales qui pèsent sur moi et l'impuissance à laquelle je suis condamné. Peut-être me comprendra-t-on si j'affirme que les fonctions constitutionnelles ne peuvent faire taire les exigences de la conscience politique, peut-être, en modifiant de mes fonctions, aurai-je tracé leur devoir à ceux qui ont le souci de la dignité du pouvoir et du bon renom de la France dans le monde.

Invariablement fidèle à moi-même, je demeure convaincu que les réformes ne se feront qu'avec le concours actif d'un gouvernement résolu à assurer le respect des lois, à se faire obéir de ses subordonnées et à les grouper toutes dans une action commune.

J'ai foi, malgré les tristesses de l'heure présente, dans un avenir de progrès et de justice sociale.

Je dépose sur le bureau du Sénat et de la Chambre des députés ma démission des fonctions de président de la République française.

Casimir Périer.

Cette lecture est fort peu interrompue. On note quelques exclamations à l'extrême gauche, après les mots «dignité du pouvoir», des rumeurs à gauche après les mots «moyen d'action», et des mouvements divers après et après la magistrature.

Nous en avons après «dignité du pouvoir»: (Exclamations à l'extrême gauche. Bruit.) Après cela le France dans le monde: (M. Goblet s'écrit: c'est indigne c'est indigne) Un silence absolu accueille la fin de la lecture. Le président déclare que la Chambre donne acte au président de la République de sa lettre et en ordonne le dépôt dans ses archives. Il donne lecture de l'article 7 de la Constitution.

Pais il lit la lettre de M. Challemel-Lacour, président de droit de l'Assemblée nationale, faisant connaître qu'elle se réunira demain, à une heure, à Versailles.

Le président fait connaître que deux membres de la Chambre l'avaient saisi de propositions de révision; mais la Chambre étant désa- présent constituée en corps électoral, il ne peut actuellement y être donné suite. Le président la convoquera ultérieurement.

M. Cunéo d'Ornano.—Et le peuple, qui le convoquera?

La séance est levée à trois heures vingt minutes. Cris à gauche: «Vive la République!» Cris à l'extrême gauche: «Vive la République démocratique et sociale! A bas la réaction!» La Chambre se sépare au milieu de la plus vive agitation.

Le président fait connaître qu'il a reçu de M. le président de la République la lettre suivante, dont il donne connaissance à la Chambre:

### La lettre de M. Casimir-Périer

Paris, 15 janvier 1895.

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés,

Je ne me suis jamais dissimulé les difficultés de la tâche que l'Assemblée nationale m'a imposée. Je les avais prévues.

Si on ne refusait pas un poste au moment du danger, on ne conservait pas un digne qu'avec la conviction de servir son pays.

La présidence de la République, dépourvue de moyens d'action et de contrôle, ne peut puiser que dans la confiance de la nation la force morale sans laquelle elle n'est rien. Ce n'est ni du bon sens, ni de la justice de la France que je doute, mais on a réussi à égarer l'opinion publique; plus de vingt années de luttes pour la même cause, plus de vingt années d'attachement à la République, de dévouement à la démocratie n'ont suffi ni à convaincre tous les républicains de la sincérité et de l'ardeur de ma foi politique, ni à désabuser des adversaires qui croient ou affectent de croire que je me ferais l'instrument de leurs passions et de leurs espérances.

Depuis six mois se poursuit une campagne de diffamation et d'injure contre l'armée, la magistrature, le Parlement, le chef irresponsable de l'Etat, et cette liberté de souffler les haines sociales continue à être appelée la liberté de penser. Le respect et l'ambition que j'ai pour mon pays ne me permettent pas d'admettre qu'on puisse insulter, chaque jour, les meilleurs serviteurs de la patrie et celui qui la représente aux yeux de l'étranger. Je ne me résigne pas à comparer le poids des responsabilités morales qui pèsent sur moi et l'impuissance à laquelle je suis condamné. Peut-être me comprendra-t-on si j'affirme que les fonctions constitutionnelles ne peuvent faire taire les exigences de la conscience politique, peut-être, en modifiant de mes fonctions, aurai-je tracé leur devoir à ceux qui ont le souci de la dignité du pouvoir et du bon renom de la France dans le monde.

Invariablement fidèle à moi-même, je demeure convaincu que les réformes ne se feront qu'avec le concours actif d'un gouvernement résolu à assurer le respect des lois, à se faire obéir de ses subordonnées et à les grouper toutes dans une action commune.

J'ai foi, malgré les tristesses de l'heure présente, dans un avenir de progrès et de justice sociale.

Je dépose sur le bureau du Sénat et de la Chambre des députés ma démission des fonctions de président de la République française.

Casimir Périer.

Cette lecture est fort peu interrompue. On note quelques exclamations à l'extrême gauche, après les mots «dignité du pouvoir», des rumeurs à gauche après les mots «moyen d'action», et des mouvements divers après et après la magistrature.

Nous en avons après «dignité du pouvoir»: (Exclamations à l'extrême gauche. Bruit.) Après cela le France dans le monde: (M. Goblet s'écrit: c'est indigne c'est indigne) Un silence absolu accueille la fin de la lecture.

Le président déclare que la Chambre donne acte au président de la République de sa lettre et en ordonne le dépôt dans ses archives. Il donne lecture de l'article 7 de la Constitution.

Pais il lit la lettre de M. Challemel-Lacour, président de droit de l'Assemblée nationale, faisant connaître qu'elle se réunira demain, à une heure, à Versailles.

Le président fait connaître que deux membres de la Chambre l'avaient saisi de propositions de révision; mais la Chambre étant désa- présent constituée en corps électoral, il ne peut actuellement y être donné suite. Le président la convoquera ultérieurement.

M. Cunéo d'Ornano.—Et le peuple, qui le convoquera?

La séance est levée à trois heures vingt minutes. Cris à gauche: «Vive la République!» Cris à l'extrême gauche: «Vive la République démocratique et sociale! A bas la réaction!» La Chambre se sépare au milieu de la plus vive agitation.

### L'Hôpital Lieu privé

Le conseil de révision, statuant sur un jugement rendu par le conseil de guerre de Besançon qui avait condamné le soldat Lelère à la peine de six mois de prison pour avoir fait, dans un hôpital, l'apologie de l'assassinat de M. Carnot vient de rendre un arrêt fixant un curieux point de droit touchant au caractère de lieu d'un hôpital.

Voici cet arrêt:

Attendu que la loi du 12 décembre 1893, modifiant les articles 1<sup>er</sup>, 25 et 49

de la loi du 29 juillet de 1831, est ainsi conçue: «Art 21. Ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article 22 de la loi du 29 juillet 1831, ont fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage, d'incendie ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal, seront punis d'un an à cinq ans d'emprisonnement et 100 à 3.000 fr. d'amende».

Que l'article 23 édicte expressément que l'action n'est punissable que lorsque les discours, les écrits ou les menaces ont été proferés dans des lieux ou réunions publiques;

Que la loi du 12 décembre 1893 exige la publicité comme un élément essentiel et constitutif de l'apologie des crimes qu'elle énumère;

Qu'il importe donc d'examiner si un hôpital militaire est un lieu public;

Attendu qu'il résulte de la discussion législative de la loi de 1873 sur l'ivresse et des lettres ministérielles, en date des 11 décembre 1873 et 15 décembre 1875, qu'on doit réputer «lieu public» tantôt un lieu essentiellement d'aligné au passage, à la circulation du public, de n'importe quelle personne; rues, chemins, places; tantôt un lieu où tout le monde n'entre pas, sans doute, mais où l'on peut entrer, soit en payant, soit gratuitement; cafés, cabarets ou autres lieux publics;

Or, un hôpital militaire, pas plus qu'une caserne, ne peut être regardé comme un lieu public, puisque les établissements de cette nature sont exclusivement affectés aux militaires et au personnel y attaché et que l'entrée en est interdite, sauf autorisation personnelle, aux individus de l'ordre civil.

Qu'un hôpital est donc un lieu privé et que la loi ne peut atteindre ceux qui, ont commis, dans cet établissement des faits prévus par les articles 23 et 24 de la loi du 29 juillet 1831, modifiée par celle du 12 décembre 1893.

Attendu, surabondamment, que la circulaire ministérielle du 3 février 1893 ne saurait être invoquée dans l'espèce, puisqu'elle ne vise expressément et limitativement que le fait de provocation à l'indiscipline, prévu par l'article 25 de la loi du 29 juillet 1831, modifiée par celle du 12 décembre 1893.

D'où il suit que le conseil de guerre a fausement appliqué les dispositions des articles 23 et 24 des lois susvisées;

En conséquence, le conseil de révision admet à l'unanimité le premier moyen invoqué.

On nous permettra tout de même de constater le caractère singulier de cette fiction permettant au militaire de considérer comme territoire neutre le local—caserno ou hôpital—où précisément il ne peut être admis qu'en raison de son état de militaire.

Nous pouvons admettre que le conseil de révision a bien jugé au point de vue strictement légal, mais alors il faut compléter ces lois du juillet 1831 et de décembre 1893, permettant impunément de faire entendre, dans la caserno ou à l'hôpital, l'apologie de crimes assimilés au crime de parricide.

## EGLISES GADITANES

### La nouvelle Cathédrale.

(suite)

Les deux façades latérales, du côté du levant et d'occident, sont pareilles, en marbre et jaspe de Manila. Leurs portes respectives sont connues sous les noms de porte Saint Servan et porte Saint-Germain, et ont 27 pieds de haut sur 13 1/2 de large.

Les pilastres sont corinthiens et leur base et socle en jaspe. Tout le sol est en marbre.

On y voit deux niches pour des statues, avec leurs consoles respectives et leurs bas-reliefs.

Sur chacun des côtés extérieurs, se trouve encore une autre porte, un peu plus petite.

La façade sud de la Cathédrale est en marbre, sans pilastres, tout unie et très simple, chose indispensable dans cet endroit afin de pouvoir plus facilement repousser les eaux de la mer qui se trouvent si près.

Les vagues agitées par la tempête, venant frapper contre le mur arrivent souvent à couvrir tout ce côté de l'Eglise.

Cette façade est surmontée d'une corniche en rapport avec sa hauteur, et surmontée d'une balustrade en marbre, terminée par des vases de fleurs et autres ornements, également en marbre.

Au centre et au dessus de cette corniche il y a une claire-voie qui appartient à la chapelle des Reliques. Elle est couverte dans sa partie supérieure par la moulure de la balustrade qui lui sert d'ornement et la protège contre les eaux.

Cette façade repose sur une très ancienne muraille de la ville, qui lui sert de fondement. Il existe trois débris de cette fameuse muraille dans toute la construction de la cathédrale; le second débris est sous la façade principale, et le troisième traverse le presbytère.

Les tempêtes du 1705 détruisirent un grand pan de mur et les eaux emportèrent tout le terrain de grosses pierres de taille, laissant à nu l'ancienne muraille. Ce fut alors que le chapitre, pour éviter de semblables accidents dans l'avenir, fit fabriquer un contre mur tout en pierre de taille, de 90 pieds de long sur huit de large, qui se dressa en forme de gradin jusqu'à arriver à 12 pieds de haut.

Ce qui frappe le plus l'attention lorsqu'on admire la cathédrale c'est la voûte aplombée qui couronne le centre de la façade principale. Elle est toute en pierre blanche d'Isle de France et est remarquable par ses fameuses tailles appelées *monacaballas*, ingénieusement disposées pour avancer ce qu'exige le comble de sa voûte, jusqu'à rencontrer dans sa partie supérieure le plomb de la façade. L'ornement de cette voûte est riche et de très bon goût.

Il se compose de *cascantes* et de guirlandes, habilement distribuées ayant dans les intermédiaires, de gracieuses bandes et moulures. L'ensemble est agréable et léger, grâce surtout au tympan qui le recouvre, à l'élégance de ses candélabres et à la statue du Sauveur.

Le premier corps de la façade est assez capricieux par le jeu continu de ses lignes et surfaces courbes, les uns concaves et les autres convexes, que D. Torcuato Cayon fit rapprocher dans leurs proportions de l'ordre ionien. Les portails, quoiqu'ils riches, se ressentent un peu du mauvais goût de l'époque où ils furent construits.

Le premier et le second corps des tours sont assez bons.

L'architecte Machuca qui l'idée de construire un grand portique afin de dissimuler les défauts généraux de la façade. L'évêque actuel en possède les plans.

Les côtés latéraux et celui du derrière, ne valent pas la peine d'être pris en considération, car ils souffrent des mêmes défauts, que tout ouvrage de leur temps.

### INTERIEUR

L'Eglise se compose de trois nefs: une centrale et deux latérales, avec 11 piliers, six depuis le seuil jusqu'au transept et huit qui entourent le presbytère. Elle possède un nombre égal de chapelles.

La nef du milieu a 305 pieds de long sur 48 1/2 de large et est divisée en arriéro-chœur, chœur, grand nef, presbytère, passage aux sacristies et chapelle des Reliques.

Les nefs latérales, qui mesurent 27 pieds 1/2 de large, ne sont interrompues et ne perdent leur direction droite qu'en arrivant à la ligne diamétrale du presbytère, où elles commencent à se convertir en côtes d'un polygone qui l'entoure, s'élèvent, mutuellement du côté qui fait face à la chapelle des Reliques.

La plus grande mesure du transept est de 183





do  
ar  
and  
elle  
an  
mo

**10**  
**34**  
**43**  
**52**  
**45**



do  
que

000  
000  
erthar  
onnafn  
our le  
se lu  
le fot

de ar.  
de la.  
ant



# CARNE LIQUIDA

(VIA DE LIQUIDE)

Extracto Liquido

EPICENO Y PEPTONIZADO

DOCTOR VALDEZ GARCIA

FABRICADO

VILLEMAIR Y VALDEZ GARCIA

12 MONTEVIDEO (CALLE DEL SUR)

Calle URUGUAY Num. 275



EN VENTA  
EN LAS MEJORES FARMACIAS

AGENTES GENERALES EN EL ESTRANJERO  
G. Ortuño, Cangallo 1050, Buenos Aires.  
E. Avila, P. O. Box 3120, New York.  
Gregorio Ortuño, Plaza Campello, 8  
Genova.  
J. Michel, V. Elisabeth, Vesinet-Paris.  
Vicente Ferrer y Ca., Barcelona.  
Günzberg & Co., Londres.

Medalla de oro Paris 1889--Medalla de oro Barcelona 1888

El mejor extracto de carne, sumamente agradable y el tónico más positivo y de más seguro y rápido resultado.  
El más barato de todos los preparados de peptona, cada cucharada equivale a una costilla de vaca.  
Sin rival para el lunch y para la preparación de salsas y caldos instantáneos.  
La alimentación de los enfermos asegurada por grave que sea su estado y sin fatigar su estómago.

## HOTEL DE PROVENCE

TERO PAR

Auguste Gebelin

GRANDES COMMODITÉS POUR VOYAGEURS

On prend des pensionnaires à prix très mo-  
dérés.  
Nourriture et logement 1 plastro 20 par  
jour.

Salons pour familles--On porte à domi-  
cile.

A côté du Palais du Gouverneur, à portée  
de tous les tramways, près du Théâtre Solis.

Ciudadela 148, 150, 152 ET 154

## LA REVOLUCION ECONOMICA

SASTRERIA

EGIDIO INTROZZI

La maison vient de recevoir un grand assorti-  
ment de draps bien choisis pour la saison d'été.  
Elle confectionne des costumes sur mesure  
depuis le prix de 12, 14, 15, 16 et 18 piastres  
chaque costume complet.

238--CALLE RINCON--240

(Entre Juncal et Cerro)

MONTEVIDEO

## Aviso al Público

AL PROGRESO DE PARIS

DE FRANCISCO VALENTE, A. NAVARRETO, B. T.

Gran taller mecánico, y puli-  
mento a vapor, para toda clase de  
maquinaria, y para la economía y la com-  
petencia en los trabajos siguientes:

Reparación de bronces de arte  
antiguos y modernos. Aornos  
de sala, de gas y de pias-  
tas, camas de bronce, doradas,  
plata, níquel, al pialavo  
plástico y otros metales. Olla-  
ción especial sobre los meta-  
les, composuras de lamparas,  
de todos los sistemas, lona,  
cristales, col. cation y composu-  
ras de catapulta eléctrica, se  
plata dorada, níquel, bronce y  
otros sobre todos los metales en los  
colores de fuego, se retoran es-  
tatuas de metal de terracota de-  
jandolas como salen de la obra.  
Especialidad para dorar o pa-  
mentar de iglesias.

## Advertencia

Todo trabajo que reciba la casa se hará el plazo de 3  
meses para entregarlo, y pasado dicho tiempo no se alen-  
dera reclamo alguno.

Casa Principal: 18 de Julio

num. 464

Sucursal: Calle Colonia 101. Teléfono La  
Cooperativa 455 et 550.

## Marie Lopez

Domicilio: rue MALDONADO 257  
(achetuse d'articles de mode). Est prié e  
de passer pour affaire qui la concerne rue  
San José 100b ou Sarandi 257. Maisons  
de modes et nouveautés pour chapeaux  
et capotes de dames et enfants. Confec-  
tion et réparation, à la maison mère:

APARICION DE LA MODA

SAN JOSÉ 100B

J. S. Gontharcel.

## Restaurant du Panier Fleuri

237--JUNCAL--237

TENUE PAR MME. GRACIANA INCHAURICETA

Déjeuner à prix fixe 4 réaux.

Diner

A la carte 6 centésimos [six sous]

e plat.

## WILLIAM MEIKLE & Co.

64--CERRO LARGO 64--MONTEVIDEO

Grandes depósitos de instrumentos

DE AGRICULTURA

SEGADORA ATADORA DE HORNSBY

La Trilladora y Motor Hornsby

INTRODUCTORES DE: Fierros de todas clases, para  
herreros, carpinteros, etc. etc. como tambien  
trantes y vigas de fierro para construcciones  
Azulejos, Inodoros, tierra romana, etc.

Alambre para cercos, de acero y de fierro patente y media patente--Alambre galvanizado  
para telégrafos--Retiradores y piques de fierro. Fierro galvanizado para techos, idem liso--  
Zinc de todos los números--Caballetes, tornillos, clavos y rosetas galvanizadas--Flejes de to-  
das clases--Hojas lisas de todas clases y tamaños--Ollas de tres pies, ollas y cacerolas estaña-  
las--Moldes sencillos, reforzados y remachados--Loza piedra, labrada--Porcelana, vidriera y  
cristalería--Ceniza de soda--Soda cáustica y variado surtido de artículos  
Unicos agentes en el Uruguay de las máquinas y colas, industriales, etc. etc.  
Hornsby y Sons de Grantham, Inglaterra.  
Portland marca legítima COCODRILLO.

LOS POLVOS DE FISON para bañar las ovejas, dan

brillo y mejoran la lana, pueden ser usados en verano ó en  
inverno.

## AUX VITICULTEURS

Grefez vos vignas sur Ripastris ou Riparis sur moyen efficace contre le Phylloxera La ferme Giot à Colon-  
ville possède 20 hectares de vignes et une grande quantité de ces espèces les plus pures et les plus résistan-  
tes au Phylloxera, et peut disposer d'un million (1.000.000) de plants pour la saison prochaine.  
On peut visiter les plantations, et se rendre compte des avantages que l'on trouvera en achetant ici, des plants  
sains et frais, sans risquer de perdre aucune, l'une pureté garantie et à meilleur compte que celles d'Europe.  
A 120 le mille pour les plants en racine.  
A 12 le mille les sarmants.

## LEGATION DE FRANCE

LISTE DES PERSONNES de nationalité ou d'or-  
gine française QUI AURAIENT INTÉRÊT À RECE-  
VOIR OU À FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS À LA LÉ-  
gation.

Mon vide, Novembre 9 1891.

Audap (Pierre).--Autchisky.

Beaupuy frères.--Burdell (Pierre).--Berard

(André Alexandre).--Benavides (Vicor).

Cesimil (Pierre).--Corsté (Marie).--Cassassus

(Lucien Labe).--Caulissens (Poumarou J.).--

Caumont (P.).

Dupuy (Girons).--Dugenne (Alexandre Eugé-  
n.).--Dautier (Emile Amédé).--Doat (Jean

Baptiste).

Escutary (Joseph).--Erdozaintey Etchart

(Jean).--Etchebarne (P.).

Frère (Eugène).

Hell (Félicienne Emile).--Haramburu.

Jacquet (Emile).

Kermes (François).

Lous (Laurent).--Lucave (Désiré Martin).--

Larrey (Eugène).--Lamotte Min. née Agathe

Pouilly.--Laffargue (P. Lix).--Lacoste (Pierre).

Noel Min.--Nogaro (André).

Oger (Gustave Ferdinand).

Palet (Charles).

Relay (Pierre).--Reginensi (Joseph Félix).

Rolin (Melanie).--Rousseau (Aimée épouse

Ressignol).--Rouillon (Auguste).

Subiran (Mlle).--Sinturio (Marcelino).

Tallada (Jean Baptiste).--Thoumon (José-  
phine).

A. B. Saint Chaffray,

Ministre de France.

Manuel R. Alonso ESCRIBANO

Calle 18 de Julio 271 (alt.)

## VERMOUTH ANTI ANÉMICO

URUGUAYO

MARCA REGISTRADA

1892 1899

Del doctor Ochoa

COMPROBADO DE EXTRACTO DE CARNE, JUGO DE UVA

QUINA, CANELA, NARANJA Y VALERIANA--CON

PRIVILEGIO EXCLUSIVO DEL SUPERIOR GO-  
BIERNO.

Es incomparable a la leche y coñac

después del baño y antes de cada comi-  
da; sobre todo para las señoras y niños.

Una copa de las usuales para el Opor-  
to contiene mas de sesenta gramos de

carne.

El prospecto que cada botella lleva, in-  
dica sus virtudes.

Se vende en los establecimientos bal-  
nearios y principales farmacias. Depósi-  
to general Llaguno Hermanos calle Rin-  
con num. 178 y Demarchi Parodi y Cia

Cerrito 271.

Le Docteur Baena

A transferir son cabinet de consultation à la

calle Saracá num. 210--Heures de 1 à 3 p.

## P. S. N. C.

PACIFIC STEAM NAVIGATION COMPANY

Linea quincenal de vapores entre Liverpool. Rio

de la Plata y el Pacifico

Salidas sujetas a modificación

EL VAPOR PAQUETE INGLÉS

# ORCANA

Capitan: F. E. KITE

Saldrá el 17 de Febrero de 1895

Para Rio Janeiro, Lisboa, Vigo, La Pallice,

(La Rochelle Plymouth y Liverpool).

GRAN REBAJA EN LA TARIFA DE PASAJES

PASAJES A VIGO EN 3ª CLASE \$ 30 ORO LIBRE DE GASTOS DE CUARENTENA

A bordo de todos los vapores se sirve vino de mesa gratis a los pasajeros

Los vapores que salen de este puerto el 13 de Abril de 1895 y el 11 de  
Mayo de 1895, irán directamente a Lisboa, Vigo, La Pallice, Plymouth y  
Liverpool, sin tocar en el Brasil.

Durante la estacion de cuarentena para las procedencias del Brasil, la compañía  
despachará mensualmente un vapor directamente desde Europa para el Rio de la  
Plata.

La Compañía expide pasajes para:

Vigo,

Carril,

Cornua,

Ferrol.

Rivadeo,

Gijón,

Santander,

Bilbao.

Todos los vapores llevan médico y mucama, están iluminados a luz eléctrica y

provistos de todas las mejoras modernas para la comodidad de los pasajeros.

## WILSON SONS Y Ca. LIMITED

AGENTES EN

MONTEVIDEO

Calle 25 de Mayo 214

BUENOS AIRES

Reconquista 365

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco y San

Vicente C. V.

## Banque Française--L. B. Supervielle

232--RUE 25 DE MAYO--234

AGENCE A BUENOS AIRES: RUE PIEDAD 309--311

La Banque émet des traites à terme, à vue et télégraphiques, sur toutes les places d'Europe,

Sur Buenos Ayres, Rosario, Rio de Janeiro, et ports du Brésil.

Service spécial par la poste sur tous les points de France, Italie,

et Espagne. Vente et achat de billets de Banque Argentine,

Brésiliens, Français, Anglais et de la Banque Nationale

LA BANQUE: Emet des lettres de crédit, achète et vend toute classe de fonds publics, titres e

cédés, etc., et les reçoit en dépôt pour l'écasement des coupons et dividendes,

fait des avances sur tous les fonds cotés à la Bourse.

## Service Télégraphique spécial

FIL DIRECT ENTRE

Montevideo et Buenos Aires

Achat et vente d'or et de titres

Palements et encaissements sur les deux places

Et toutes opérations de Banque

La Banque est ouverte les jours fériés de 9 h. a 11

dn matin.

## GRANDS VINS DE CHAMPAGNE

# VICTOR TOUT & Co

REIMS

Unicos representantes en las Repúblicas Oriental

y Argentina, A. Beduchaud é hijos, calle Ciudadela

esquina Paraná. Depósito para venta por Mayor y

Menor, PABLO BEISSO, calle Uruguay números

16 y 18.

## JULES MARY 141

## LES ENFANTS MARTYRS

TROISIEME PARTIE

Au bord du crime

Un pli, de nouveau, sur le front du procu-  
reur de la République.

Et il garda le silence. Puis il sembla se-  
couvrir; pour la seconde fois, un souvenir im-  
portant.

—Est-on sûr, à la ferme, de tous les domes-  
tiques?

—Oh! oui, ce sont d'anciens serviteurs. Il  
n'y a que deux jeunes gens, une fillette et le  
berger, qui soient ici depuis moins d'un an.

—e berger?

—Un garçonnet, une manière de petite  
fille.

Et se mettant à rire:

—Oh! ce n'est pas non plus la largeur de  
ses doigts... Mais...

Et Mais s'arrêta interdit.

Il vient de penser à ce vagabond recueilli  
par Charlot à la ferme, depuis deux jours.

—A quoi pensez-vous? dit le magistrat.

—Monsieur, j'ai promis de tout dire... Eh  
bien, il y a quelqu'un depuis avant-hier à la  
ferme, que je ne connais pas, que personne n'a  
vu, que le berger ne connaît et dont je ne vou-  
drais pas répondre.

—Qui?

—Un vagabond, une connaissance du ber-  
ger...

—Ahl ahl dit le magistrat vivement inté-  
ressé et dont les yeux brillèrent. Il couche à la  
ferme?

—Oui, Monsieur, avec le petit Charlot.

—Charlot?

—Le berger dont je vous parle, qui l'a re-  
cueilli.

—Si cet homme est coupable, il a certai-  
nement pris la fuite.

Allez vous en assurer; en même temps  
vous m'enverrez un domestique qui verra  
sur ce cadavre, et vous vous informerez si  
Mme Violaine a repris connaissance, si je  
peux l'interroger.

—Bon, Monsieur, mais si le vagabond est  
là? S'il dort?

—Vous placerez quelqu'un à la porte pour  
le surveiller.

—Je ne le réveillerai pas?

—Non, plus tard.

Blaise sortit et le procureur de la Répu-  
blique prit des notes. Il rentra cinq minutes  
après.

—La maîtresse va mieux, mais elle est bien  
émeue, bien faible.

—Et le vagabond?

—Il dort et Charlot aussi... Dans le fond de  
la bergerie, à cause des moutons, on peut très  
bien entendre tous les bruits de la cour.....

Co n'est pas lui, bien certainement.

Le magistrat ne répondit pas. Il réfléchis-  
sait.

—Vous êtes intelligent, dit-il. Veuillez rester  
près de moi, à ma disposition. Vous pourrez  
m'être utile.

—Comme il vous plaira, Monsieur.

—Je vais interroger Mme Violaine. Vous  
resterez dans la cour, à la portée de ma voix.

Il se dirigea vers la cuisine de la ferme, der-  
rière les fenêtres de laquelle tremblait de la  
lumière.

Violaine était auprès de sa femme. Celle-ci,

assise, avait les deux coudes appuyés sur la  
table, la tête dans les mains, le visage caché.

Quand le magistrat entra, il dit au fer-  
mier:

—J'ai besoin de rester seul avec madame.  
Veuillez vous retirer.

Le fermier obéit avec un grand geste de dé-  
sespoir.

Mario-Thérèse semblait n'avoir rien en-  
tendu.

Sa blessure était, nous l'avons dit, légère. Le  
couteau, glissant sur la robe n'avait fait à la  
peau qu'une éraflure assez profonde.

Mais on eût dit que le coup frappé par le fils  
avait atteint la mère en plein cœur!

—Madame fit le magistrat.

Et comme elle n'entendait pas encore, il se  
rapprocha.

Violaine avait allumé une lampe à pétrole  
avant de partir. La cuisine était éclairée  
d'une lumière crue, que ne rabattait aucun  
abat-jour.

—Le procureur de la République appuya la  
main doucement, sur le bras de Mario-Thérèse  
et répéta.

—Madame, il faut me répondre... J'ai quel-  
ques renseignements à vous demander et que  
vous seule pouvez me donner.

Alors, elle laissa retomber ses mains sur  
la table et son visage apparut, baigné de lar-  
mes.

Et tous deux poussèrent un cri effaré, un cri  
de terreur et de surprise.

—Henri!

—Marie-Thérèse!

Et ils se turent, blêmes, le cœur battant avec  
force elle revoyant en une seconde, dans cette  
apparition, le rêve joyeux de sa jeunesse, l'im-  
pitoyable abandon, l'atroce torture infligée à  
sa maternité coupable, sa vie malheureuse à  
cause de cet homme, et ha haïno, remplaçant  
son amour; lui, le front rougissant aux sou-  
venirs honteux de la mauvaise action commise,  
pendant tout son sang-froid, ne sachant que  
dire, que demander.

—Henri! Henri de Milberg! dit-elle, car  
c'est toi, c'est bien toi! Que viens-tu faire ici  
Co n'est pas ta place.

(A suivre)